



Bangladesh : un nouvel incendie met en lumière les limites des engagements des grandes marques comme H&M

Par [Olivier Petitjean](#)

Mondialisation.ca, 20 février 2016

multinationales.org 15 février 2016

Région : [Asie](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#),
[Pauvreté et inégalités sociales](#),
[Transnationales](#)

Un incendie est survenu il y a quelques jours dans une usine textile de Gazipur, au Bangladesh, fournissant plusieurs marques de confection occidentales, dont H&M. Quelques semaines auparavant, les ONG avaient relevé que plus de la moitié des fournisseurs du groupe suédois n'avaient toujours pas installé de portes coupe-feu. L'effondrement du Rana Plaza en avril 2013 avait provoqué une prise de conscience globale et les grandes marques, à commencer par H&M, avaient alors multiplié les engagements pour améliorer la sécurité et les conditions de travail dans leur chaîne d'approvisionnement, au Bangladesh et ailleurs. L'élan est-il retombé ?

L'incendie s'est déclaré le 2 février, tôt le matin, dans l'usine Matrix Sweaters à Gazipur. Les pompiers ont mis quatre heures à l'éteindre. Il n'a fait que des blessés, l'immense majorité des ouvriers de l'usine n'ayant pas encore rejoint leur travail. « *Si le feu s'était déclenché ne serait-ce qu'une heure plus tard, 6000 ouvriers auraient été en danger de mort* », [dénoncent](#) le Collectif Éthique sur l'étiquette et les autres ONG mobilisées sur la situation des ouvriers textiles du Bangladesh.

L'usine Matrix Sweaters était un fournisseur important de H&M ainsi que de JC Penney et d'autres grandes marques occidentales. Suite à la catastrophe du Rana Plaza, elle avait été soumise à des inspections de la part de l'*Alliance for Bangladesh Worker Safety* (« Alliance pour la sécurité des ouvriers au Bangladesh », la structure peu contraignante mise en place par Gap, Walmart et les marques américaines), puis à de nouvelles inspections dans le cadre de l'*Accord on Fire and Building Safety in Bangladesh* (« Accord sur la sécurité incendie et des usines au Bangladesh »), le dispositif plus solide mis en place par les autres marques, dont H&M, avec les syndicats et les ONG (sur toutes ces questions, lire [notre enquête](#)). Ces inspections avaient mis en lumière, à plusieurs reprises, de nombreux risques pour la sécurité de l'usine et de ses ouvriers et ouvrières, notamment des équipements électriques défectueux et l'absence d'issues de secours non encombrées. Les actions correctives recommandées par les inspecteurs n'ont été apportées que très lentement et partiellement [1]. Cela n'a apparemment pas empêché les marques concernées de continuer à lui passer commande. L'*Alliance for Bangladesh Worker Safety* assurait même sur son site que l'usine en question était « *en bonne voie* » (*on track*).

Les ONG dénoncent la « *complaisance* » d'H&M, qui communique beaucoup sur ses

engagement éthiques mais n'a pas réellement changé de modèle économique. Quelques jours à peine avant l'incendie de Gazipur, elles avaient publié une [étude](#) montrant que plus de la moitié (55%) des fournisseurs stratégiques d'H&M au Bangladesh (fournisseurs classés « or » ou « platine » par la firme suédoise, soit 32 sur 229 fournisseurs au total dans le pays) n'avaient toujours pas installé de portes coupe-feu. En moyenne, ces usines n'avaient effectué qu'à peine plus de 60% des actions correctives recommandées. Sur les 229 usines fournissant H&M au Bangladesh, seulement 10 sont considérées comme « *en bonne voie* » pour concrétiser les engagements pris par l'entreprise suite au Rana Plaza, l'immense majorité des autres étant « *en retard* »...

Suite à l'incendie de Matrix Sweaters, H&M a publié une [déclaration](#) qui souligne les progrès obtenus par l'entreprise auprès de ses fournisseurs et réitère ses engagements. Quant au cas particulier de l'usine de Gazipur (qui n'était classée que « argent »), la firme suédoise ne s'explique pas sur sa responsabilité, se contentant d'annoncer qu'elle cessera jusqu'à nouvel ordre de lui passer des commandes.

Olivier Petitjean

Photo : NYU Stern BHR @ flickr CC

[1] Voir (en anglais) la déclaration de l'Accord suite à l'incendie, qui fait le point de la situation au 2 février 2016, alors que les premières inspections avaient eu lieu deux ans auparavant.

La source originale de cet article est multinationales.org

Copyright © [Olivier Petitjean](#), multinationales.org, 2016

Articles Par : [Olivier Petitjean](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca